

Menaces sur la liberté de la presse

## Le siège du journal d'«Echos du Nord» pris d'assaut par la police de la junte

Par Jean Michel Sylvain

Il est 9 h 30 ce jeudi 3 novembre 2016. Les journalistes qui doivent monter les deux éditions du lendemain « Faits Divers » et « Echos du Nord » n'étaient pas encore présents sur les lieux pour la majorité. Seul le personnel administratif qui arrive d'ordinaire à 7h30 était dans les locaux. C'est à ce moment qu'un escadron de la police de la junte, appartenant officiellement à la Direction générale de la documentation et de l'immigration (DGDI) a fait irruption dans les locaux de Nord Edition. Ils sont venus à bord de six véhicules banalisés. Le directeur général de la DGDI était lui-même présent lors de l'intervention. Il a suivi le déroulement de cette opération totalement illégale à bord d'un VX grand luxe blanc, garé non loin de là.

Le responsable du service marketing de Nord Edition Sarl, qui ne comprenait pas les raisons d'une telle intrusion, a demandé aux intéressés s'ils étaient munis d'un mandat pour débarquer ainsi dans les locaux d'un journal. Pour toute réponse, le policier de la junte qui dirigeait les opérations lui a clairement signifié qu'« ils étaient de la police, comme tel, ils n'avaient pas besoin de mandat ». Une indication qui en dit long sur le niveau de la dictature qu'est en train d'installer BOA au Gabon avec l'appui de Manuel Valls et du reste de la communauté internationale.

Une fois dans les bureaux du journal, les hommes de la junte n'ont pas caché l'objet de leur traque. Mettre la main sur le directeur de la Rédaction et le rédacteur en chef. Les autres responsables étant absents de Libreville depuis quelques semaines. Sans oublier que le directeur de publication est en exil en France depuis décembre 2014 après avoir subi une brutalité policière similaire.

Les hommes de la police de la junte n'ayant pas pu mettre la main sur les responsables de la rédaction, ont alors entrepris de



La voiture des policiers en planque devant le siège de Nord Edition

prendre en otage l'ensemble du personnel administratif. Le responsable du service marketing et son adjoint seront embarqués. Le responsable des engagements et tout son staff seront également embarqués. Une journaliste affectée au site internet echosdunord.com qui venait d'arriver, n'ayant rien à voir avec la rédaction d'Echos du Nord papier, sera malgré tout embarquée. Il en sera de même d'une autre journaliste du journal « Faits Divers » qui partage les mêmes locaux qu'Echos du Nord. Alors qu'elle n'intervient en rien également dans la rédaction d'Echos du Nord. Le plus absurde dans cette rafle opérée sous le contrôle du DG Embinga est qu'une femme de ménage a également été embarquée. Malgré qu'elle arbore toujours une blouse de travail qui indique à tous les raisons de sa présence en ces lieux. Cela n'a pas suffi aux hommes de BOA. Sans doute pensent-ils que cette femme assiste aussi aux conférences de rédaction où sont décidés les sujets des articles. Comme à leur habitude, les hommes de la junte n'ont pas hésité à utiliser la manière forte pour convaincre tout ce beau monde de les suivre. Avant de partir, les policiers de

la junte ont laissé un véhicule stationné devant les locaux. Sans doute pour appréhender d'autres membres de l'équipe de Nord Edition qui seraient arrivés un peu plus tard au bureau. Il a fallu l'intervention de l'actuel vice-président du Sénat, Jean Christophe Owono Nguema, sur les lieux pour dissuader cette équipe de battre en retraite. Le sénateur, qui n'a pas supporté un tel déni de la liberté de la presse est passé fermer les locaux. Une manière d'indiquer aux policiers de faction qu'il y aurait plus d'activité à cet endroit durant un bon moment.

Reste que le coup est rude pour Nord Edition qui se voit ainsi décapité de sa force administrative. Elle a une expertise qui a permis aux journalistes de se concentrer sur l'essentiel. Ce sont des jeunes Gabonais pleins de talents qui étaient tous au chômage et qui ont su mettre leur énergie au service du développement de l'entreprise. La place qu'occupent actuellement les journaux du groupe est due en grande partie à leur contribution. Personne ne sait dans quel état d'esprit ils reviendront à l'entreprise après cette agression. Surtout que tous, autant qu'ils sont, n'ont jamais eu affaire à la police.